

L'ÉDUCATION

(Université Populaire d'Angers)

LE

DEVOIR SOCIAL

ET

Les Universités Populaires

CONFÉRENCE FAITE A LA MAIRIE D'ANGERS

Le 4 Janvier 1902

Par **M. HENRY JAGOT**

DIRECTEUR DU *Patriote de l'Ouest*

PRIX : DIX CENTIMES

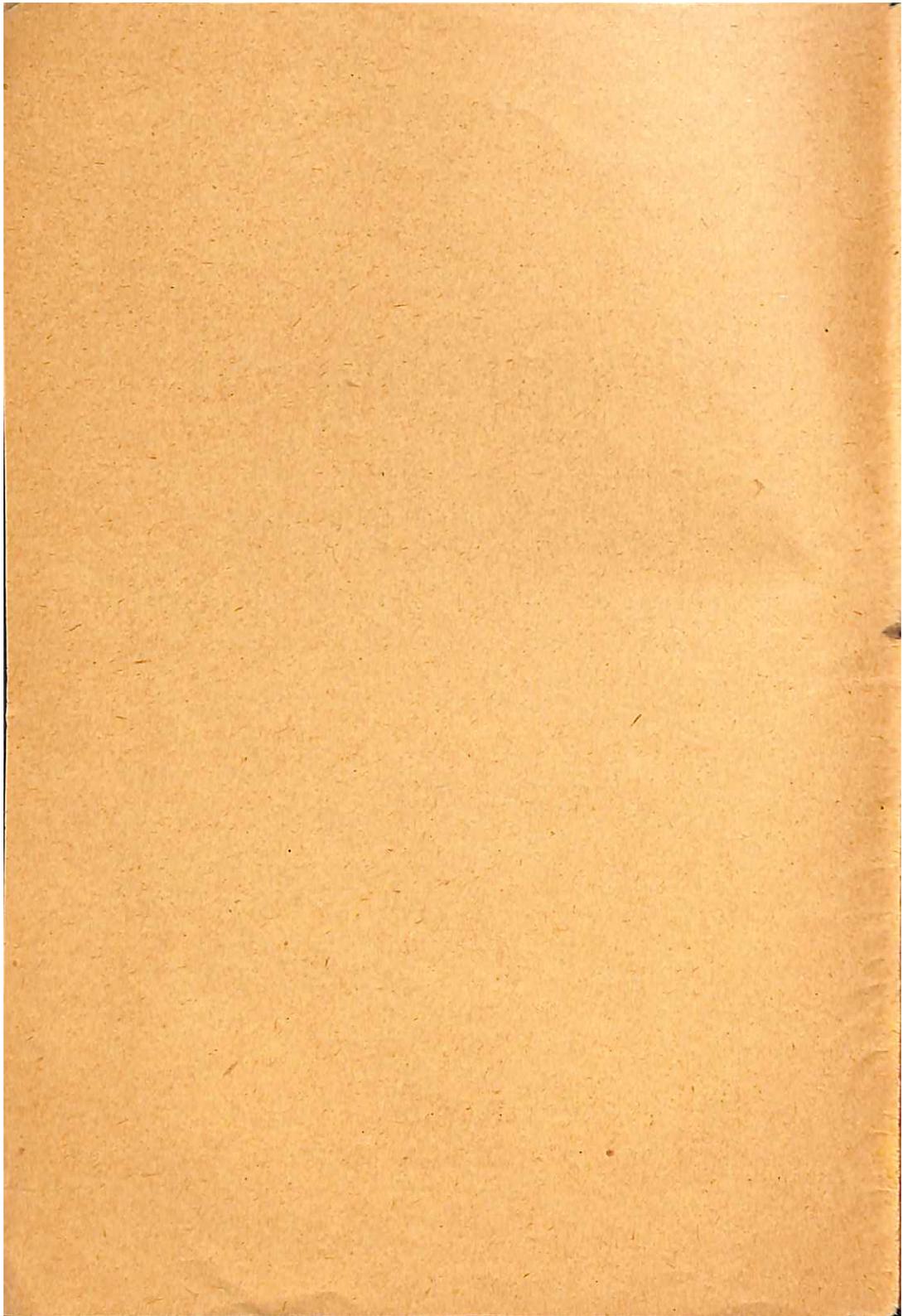


ANGERS

IMPRIMERIE HUDON FRÈRES

2, Place Saint-Martin

—
1902



L'ÉDUCATION

(Université Populaire d'Angers)

LE

DEVOIR SOCIAL

ET

Les Universités Populaires

CONFÉRENCE FAITE A LA MAIRIE D'ANGERS

Le 4 Janvier 1902

Par **M. HENRY JAGOT**

DIRECTEUR DU *Patriote de l'Ouest*



ANGERS

IMPRIMERIE HUDON FRÈRES

2, Place Saint-Martin

1902

RESOLUTION

OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF THE

AMERICAN

SAVING SOCIETY

1880

L'ÉDUCATION

(Université Populaire d'Angers)

LE DEVOIR SOCIAL

ET

LES UNIVERSITÉS POPULAIRES



MESDAMES, MESSIEURS,

Beaucoup, parmi vous, ont dû penser que j'avais choisi, pour thème de cette conférence, un sujet bien vaste, demandant de longs développements, et, chez l'orateur, si ce mot n'est pas trop ambitieux, une autorité que je suis loin de posséder. Mais, comment ne pas vous entretenir de l'œuvre des Universités populaires, quand il s'agit ici d'une fête organisée par l'Université populaire d'Angers, et, d'autre part, comment ne pas vous parler du Devoir social, lorsque la création de l'Université populaire est une manifestation de la compréhension de ce Devoir? Les deux sujets se lient intimement, si bien qu'il m'a paru impossible de les séparer. Je n'en demeure pas moins effrayé devant ma tâche, mais j'ai plus de confiance en vous qu'en moi-même; nous sommes tous enfants de ce pays, nous parlons une semblable langue, nos pensées fraternisent, et je suis convaincu que vous voudrez bien accueillir mon effort avec indulgence, parce que vous en comprenez la sincérité

Le Devoir Social?... A quel moment les hommes ont-ils eu le sentiment de leurs obligations les uns envers les autres? A quel moment ont-ils compris qu'ils se devaient mutuellement aide et protection, et que la sécurité de leur bonheur personnel dépendait avant tout de celle qu'ils pouvaient assurer au bonheur d'autrui?

Quand ces impressions commencèrent à se faire jour dans l'âme humaine, nos ancêtres étaient sans doute fort peu de chose. Faibles et nus, errants et misérables, leur impuissance se heurtait partout aux forces supérieures de la nature, contre laquelle ils s'épuisaient dans une lutte sans cesse recommencée, ayant d'autre part à se défendre contre tant de terribles adversaires qui guettaient, nuit et jour, le gibier humain. La crainte du froid, celle de la chaleur, le besoin de se nourrir, de se protéger; d'autres sentiments encore durent les porter à se rapprocher, à se tendre la main, à échanger des services, de bons procédés. Là où la bête fauve demeurait maîtresse du terrain, quand elle n'avait en face d'elle qu'un être isolé, elle fuyait ou succombait lorsque plusieurs hommes réunis marchaient ensemble contre elle.

J'ai souvent songé à ces heures premières de l'humanité, aube naïve, pleine d'une innocente sagesse, et je me suis plu à évoquer le tableau de ces êtres, ignorants sans doute, sauvages si le mot vous convient, mais grands parce qu'ils étaient bons. Je me suis imaginé le premier conflit, né de la première possession, prenant fin parce que les deux lutteurs s'apercevaient qu'il était fou, insensé, criminel, de se disputer le fruit de l'arbre, le produit de la chasse, quand il était si simple de le partager fraternellement, riant du même rire, les yeux en fête et l'âme joyeuse.

C'était un rêve!... Je me hâte d'en convenir!... C'était un rêve!... Jamais une si belle chose n'a pu se produire, jamais on n'a rien vu de semblable, jamais les hommes n'ont marché en chantant, le front couronné de fleurs, sur une terre commune, sous la clarté des étoiles d'un ciel qui n'est à personne, parce qu'il est à tous ceux qui possèdent des yeux pour le voir et l'admirer! Descendons du rêve, et rentrons dans la réalité.

Ce qui demeure certain, c'est qu'à l'origine les hommes se sont groupés pour se protéger, pour se défendre, et peut-être aussi pour attaquer, hélas! Ce rapprochement a-t-il été voulu, raisonné, réglementé dès la première heure par des lois? C'est ce que nous ne savons ni les uns ni les autres. Il est cependant probable que l'instinct a suffi pour amener les hommes à s'assembler d'une manière permanente, à se socialiser, à devenir des associés. La société s'est constituée, à mon sens, sous l'influence d'un besoin et non par un pacte préliminaire. En fait, je ne vois nulle part, même aujourd'hui, un pacte social. S'il a

jamais existé, l'injustice l'a depuis longtemps déchiré, et nous nous dépensons en vains efforts pour en rapprocher les morceaux.

Nous ne croyons plus à l'ingénieuse fiction de Rousseau, ce qui ne diminue en rien notre admiration, que dis-je ? notre amour pour cet homme de vérité. Il a proclamé la nécessité des devoirs sociaux ; il a fait entendre des paroles d'une simplicité merveilleuse, qui, par cela seul qu'elles étaient celles de l'Évangile humain, vinrent réveiller les âmes, qui semblaient endormies pour toujours dans la vallée de Josaphat du despotisme et du servage, et rendirent aux hommes la conscience de leur dignité, en même temps qu'elles guidaient les foules sur le chemin de la liberté.

Il nous importe peu, au surplus, de savoir comment la société s'est constituée. Elle existe. C'est un fait. Ne nous occupons que de ce fait, et constatons, avec douleur, que les être humains ne connurent, depuis les âges les plus reculés, d'autres liens que ceux de l'iniquité.

D'où cela est-il venu ? Je l'ignore, ou, plutôt, si je tiens à l'ignorer, c'est que la recherche de ces causes élargirait plus qu'il ne convient le cadre de cette conférence. Tout ce que je veux constater, c'est que là, où, dans les commencements, il ne pouvait, il ne devait y avoir que des égaux, on vit apparaître des forts et de faibles. Pourquoi des forts ? Pourquoi des faibles ? Aucune raison normale ne saurait justifier ce fait, car, en notre conscience, nous savons bien qu'aux yeux de la vraie justice, le fort ne devrait user de sa force que pour aider et protéger le faible, et non pour l'opprimer, pour le contraindre à le servir, pour le réduire à l'esclavage et en faire une bête de somme à face humaine.

L'oubli des droits humains a été complet. Deux races se sont élevées en face l'une de l'autre, au mépris de toute équité : celle des maîtres et celle des sujets, et quand nous regardons l'antiquité païenne, elle nous apparaît pleine de cette monstruosité, imposée par les uns, subie par les autres, avec une incroyable inconscience. Qui pensait alors au devoir social ? Il y avait sans doute un devoir civique, que les citoyens de Rome et de la Grèce remplissaient vaillamment, mais leur âme restait dure dans l'accomplissement de ce devoir, nulle tendresse ne trouvait place en leur cœur, et ces hommes n'étaient pas des hommes, parce qu'ils ignoraient la pitié envers les faibles et que, dans les traits de l'esclave, leurs yeux aveugles ne sa-

vaient pa retrouver les traits de leur semblable, ceux de leur frère.

La première parole d'amour et de fraternité nous est venue de Jésus. Elle fut prononcée sur la montagne, et retentit dans le vieux monde comme un coup de tonnerre. Ne la répétons pas, ne la relisons pas, car elle est toujours pour nous comme un jugement sévère, comme une condamnation de chaque jour. Tous nos malheurs, toutes nos souffrances, toutes nos querelles, les maux qui pèsent sur l'humanité, les lois injustes, la honte, la misère, la faim qui pousse une malheureuse dans la rue, tant d'infortunés au vagabondage, quand ce n'est pas à la prison, tout cela nous vient de l'oubli de la parole de l'homme de Nazareth, tout cela vient de ce que nous vivons dans notre égoïsme, et que nous ne nous aimons pas les uns et les autres.

Il y eut une heure, heure exquise et merveilleuse, où les premiers disciples du Christ, encore sous l'influence et le charme de la parole magique, vécurent dans l'amour et par l'amour, unis dans une fraternité sainte et puisant dans leur jeune foi la force de mourir en affirmant la pure vérité, qui courbait tous les êtres, désormais égaux, devant un même idéal de justice et de pardon. Ils succombaient pour la chimère d'une existence meilleure, mais ils avaient été heureux ici-bas, parce qu'ils s'aimaient les uns et les autres.

Mais, je vous le répète, ce ne fut que l'histoire d'une heure, et quand les persécuteurs eurent été vaincus à leur tour, et quand on commença à les persécuter, quand les dogmes grandirent, quand on gouverna, quand on domina avec la croyance, le mal du passé reparut, il y eut d'autres grands et d'autres faibles, d'autres maîtres et d'autres esclaves, et dans cette nuit universelle qui couvrit les consciences, la notion de la solidarité, la notion du devoir social, demeura méconnue de tous.

Et il en fut ainsi jusqu'à la Révolution, préparée par quelques penseurs, dont nous bénissons la mémoire, parce que, si leur œuvre n'a pas été définitive, ils n'en restent pas moins les premiers apôtres de cette foi nouvelle, qui surpassera toutes les autres, qui ramènera les foules sur le chemin du bonheur, et dont le dogme, infaillible et sûr, n'est autre que l'amour de l'humanité.

J'ai dit que l'œuvre des penseurs qui préparèrent la Révolution n'a pas été complète, et, en effet, nous n'avons qu'à regarder autour de nous pour nous apercevoir que l'égalité des

droits n'a été qu'un bienfait chimérique, une illusion décevante et cela vient de ce que la Révolution ne fut point sociale, comme nous l'entendons aujourd'hui. Mais me voici sur un terrain délicat, et je dois, avant d'aller plus loin, m'environner de quelques précautions.

Quand on adhère à l'œuvre de l'Université populaire d'Angers, on reçoit une carte que beaucoup d'entre vous connaissent, et sur laquelle se trouve imprimé un extrait des Statuts de l'association. Dans un article de ces Statuts, il est dit formellement que les discussions politiques et religieuses sont interdites au cours des réunions de l'Université. J'entends bien me conformer à ce programme si sage, et quand je viens à vous parler de la Révolution et de son caractère, amené que j'y suis par mon sujet lui-même, je me tiens sur le terrain des constatations, sans me permettre de vous faire ici l'éloge de telle ou telle école politique.

Les faits sont les faits. On ne saurait les dissimuler, ni les transformer. Si nos pères ont cru avoir résolu toute la question en fondant l'égalité des droits, ils se sont trompés, parce qu'ils n'ont pas fondé en même temps le solidarisme social. Aussi, comme au lendemain de 1789, des forts et des faibles, des habiles et des simples se trouvèrent de nouveau en présence, une seconde aristocratie se créa et les inégalités allèrent sans cesse en croissant. Le mal ne serait pas trop grand, d'ailleurs, si nous n'étions pas des égoïstes, si nous avions conscience de nos devoirs, et si les favorisés du sort s'efforçaient de rétablir, dans la mesure de leurs moyens, cet équilibre de bien-être dont l'absence cause la plupart, sinon la totalité, des maux dont nous souffrons.

Assurément, nous pouvons nous montrer fiers des progrès réalisés depuis la fin du dix-huitième siècle, et l'on ne peut s'empêcher de songer à l'immense quiétude qui serait celle de la famille humaine si toutes ces conquêtes de l'art, de la science, de l'industrie, avaient été appliquées au bonheur de tous et non pas seulement à la satisfaction de quelques-uns ; si le machinisme, par exemple, en diminuant la somme de l'effort personnel, avait donné à chacun plus de temps pour l'étude, le plaisir et le repos. Nous sommes bien coupables, car nous avons entre les mains les puissants outils de la joie terrestre, et nous ne cherchons pas à les utiliser.

En vain la Révolution est venue !... En vain elle a balayé le vieux monde !... Après cent années, l'inégalité s'accuse davan-

tage chaque jour, et la société, changeant d'aspect mais non de morale, n'est pas meilleure que par le passé.

L'injustice est partout, parce que l'égoïsme est partout aussi. Nous cherchons avant toute chose la satisfaction de notre moi, écartant impitoyablement de notre chemin ceux qui nous gênent. Sommes-nous des frères les uns pour les autres ? Ressentons-nous de l'affection pour nos semblables ? Sommes-nous prêts à sacrifier, pour assurer le leur, une partie de notre bonheur, et retranchons-nous seulement une parcelle de notre superflu pour leur donner le nécessaire ? Non ! Non ! Faisons ensemble notre examen de conscience, et avouons qu'au lieu de marcher la main dans la main, nous considérons la vie comme une immense arène où, armés les uns contre les autres, nous luttons avec ardeur, pour ne pas dire avec férocité, écrasant les faibles, parce que, dit notre cruelle sagesse, celui qui ne tue pas est tué. Telle est notre compréhension de l'existence, telle est notre morale, et, passant sans la voir devant la misère, nous nous empressons autour des autels de la hideuse idole. Plus que jamais le Veau d'or est dieu, et l'égoïsme est son grand-prêtre.

Quelques-uns, parmi vous, pensent que j'exagère, et se rendent cette justice qu'ils pratiquent la charité, que leur cœur s'émeut devant les injustices du sort, que leur seuil n'est point inhospitalier au malheureux qui vient y frapper. Soit ! Je le sais, et je rends hommage à ces âmes généreuses.

Mais, enfin, il faut pourtant bien dire que la charité n'est pas un remède social, car son premier défaut est d'émaner exclusivement de notre bonne volonté. Les personnes charitables accomplissent un acte privé, mais elles ne le rattachent pas à une conception sociale. Elles font la charité, mais cet acte ne prend pas, à leurs yeux, les proportions d'un principe de solidarité, ce qui serait beaucoup plus beau et beaucoup plus élevé.

Je ne veux pas médire de la charité. Je n'irai même pas jusqu'à prétendre, ainsi que le fit un philosophe du siècle dernier, que nous sommes charitables par pur égoïsme, par orgueil, par vanité, pour paraître bon, pour avoir des droits à la reconnaissance d'autres hommes, et même pour leur faire sentir à quel point nous leur sommes supérieurs. Non ! non ! je ne veux point m'arrêter à ces vilaines choses, assurément fausses, exagérées pour le moins.

Je dirai seulement que la charité est une nouvelle injustice,

ajoutée à une foule d'autres, pour celui qui la reçoit, et qui lui doit l'humiliation; je dirai encore que lorsqu'un être humain ne doit son pain qu'à la bonne volonté de celui à qui il tend la main, ce seul fait indique un mauvais état social, car il ne peut y avoir de bon état social que celui où, sans qu'il soit besoin pour cela de créer l'égalité des fortunes, les lois sont assez sages et assez prudentes pour assurer à tous les premières nécessités de la vie.

Répétons-nous, soir et matin, que nous ne sommes pas quittes en vers nos semblables, parce que nous leur faisons de passagères et faibles charités. Ah! si nous pouvions arracher de nos yeux le bandeau de l'erreur! Si nous pouvions voir les choses telles qu'elles sont et descendre, le flambeau de la vérité à la main, dans l'obscurité de nos consciences, nous frémirions en mesurant l'étendue des iniquités dont nous sommes les complices inconscients.

Oserions-nous approcher de nos lèvres le pain quotidien, lorsque tant de nos frères meurent de faim? Irions-nous nous enivrer aux accords des divins orchestres, alors que tant de malheureux souffrent et gémissent? Et le soir, dans la douceur du chez soi, à l'heure du repos, oserions-nous fermer les yeux, dans la tiédeur de notre couche, quand au dehors, sous la froide clarté des étoiles d'hiver, ou bien par la pluie, le vent, la neige, tant de pauvres gens errent au hasard, à travers les rues, le long des chemins, sans gîte, et, de même que l'homme du Sermon sur la Montagne, de même que celui qui criait la parole souveraine : « Aimez-vous les uns les autres! » n'ayant pas une pierre où reposer leur tête!

Mais nous ne savons pas! Nous ne voyons pas! Et c'est pour cela que nous marchons allègrement; sans quoi nous nous tiendrions pour coupables et criminels!

Eh! bien, apprenons la vérité, Faibles ou forts, humbles ou grands, nous sommes tous égaux devant la vie, nous y avons tous le même droit. Mais la vie, ce n'est pas seulement de vivre, ce n'est pas de traîner sur la terre une misérable et pénible existence, faite de douleurs, de misères, d'incertitude et de crainte du lendemain. On ne vit, au vrai sens du mot, qu'à la condition d'être heureux, et nous ne saurions goûter le bonheur si nous ne retournons pas à la vérité, si nous continuons à ne pas nous aider les uns les autres, si nous ne pratiquons pas le solidarisme, si nous n'accomplissons pas, enfin, le devoir social dans toute son étendue, dans toute sa grandeur et sa majesté.

Nous ne parlons pas d'une nouveauté. La compréhension de la nécessité de l'accomplissement du devoir social, la sensation très nette que c'est seulement dans cet accomplissement que les hommes pourront rencontrer la paix et la satisfaction, ne sont pas choses d'hier. Depuis la parole du Christ, les âmes généreuses ont cherché à sauver l'humanité en lui prêchant l'amour et l'assistance mutuelle, mais je passerai rapidement sur les efforts des temps passés pour m'en tenir, dans un bref exposé, à l'époque moderne, qui commence pour nous avec la Révolution.

Ce que je vous disais tout à l'heure de l'avortement partiel de ce vaste mouvement avait frappé les contemporains eux-mêmes, et la conspiration des babouvistes n'avait pas d'autre but que celui de créer le bonheur par l'établissement de l'égalité. Je ne veux pas apprécier le système. Je signale le fait.

Pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle, les penseurs revinrent vers ce problème de la condition humaine, et nous avons appris à les aimer, malgré leurs erreurs, malgré leurs utopies, parce que ceux-là qui se trompent n'en méritent pas moins notre reconnaissance, dès que leur idéal était noble et qu'ils marchaient vers lui avec sincérité.

Saint-Simon, Cabet, Fourier, Victor Considérant, d'autres encore, étaient des utopistes. Je le veux, j'en conviens, nous sommes d'accord sur ce point. Mais avons-nous le droit de nous plaindre de leurs erreurs, quand nous n'ignorons pas qu'ils en furent les premières victimes? Tant d'hommes prêchent de prétendues vérités auxquelles ils ne croient pas, que nous devons bien un tribut d'estime et un souvenir attendri à ceux qui prêchaient une utopie, mais qui étaient convaincus de la bonté de leur système.

Il y a quelques mois à peine, on élevait un monument en l'honneur de Considérant, et tous les journaux rappelaient la vie de cet homme de bien, qui, emporté par son ardent amour des hommes, sacrifia sa position, la tranquillité de sa vie, les joies de son foyer, à la chimère décevante qu'il poursuivit jusqu'à la fin de ses jours. Comment ne pas être saisi de respect devant une pareille existence? Tous ces rêveurs furent ainsi faits. Et, s'ils se trompèrent sur les moyens, ils demeurèrent dans la vérité quant au but. Ils avaient bien compris que la fin de la Société c'est le bonheur commun, et que si nous sommes tous associés les uns aux autres, c'est afin que chacun de nous

tire une part équitable de cette association, et, quand je dis que cette part doit être équitable, si je n'entends pas affirmer qu'elle ne saurait l'être s'il n'y a pas égalité de situation, je prétends, du moins, qu'il n'y aura équité, dans la répartition des biens sociaux, que le jour où tout homme aura non seulement la somme de nécessaire qui lui est indispensable, mais encore sa part légitime de superflu. Et, d'ailleurs, nous savons tous que le superflu est lui-même une nécessité.

Il est juste d'ajouter que les efforts des utopistes, de ces chercheurs de bonheur que nous saluons au passage, devant le noble désintéressement desquels nous nous inclinons avec respect, il est juste, dis-je, de reconnaître que leurs efforts n'ont point été perdus, en dépit des apparences. C'est grâce à eux que nous avons pensé, que nous avons réfléchi, et que nous avons compris la nécessité de donner au problème des solutions scientifiques. De l'utopie d'hier est né le socialisme d'aujourd'hui, ce socialisme pratique, sur lequel nous pouvons différer d'appréciation, mais qui a ses méthodes, ses guides, ses conquêtes précises qui se présente à nous, portant entre ses mains tout un système social que nous pouvons repousser, mais qui n'est plus irréalisable.

Pour ma part — et ce mot personnel vient ici parce qu'en ces questions il me semble qu'on ne saurait perdre aucune occasion d'affirmer sa foi — je ne crois pas que le socialisme, tel qu'il nous apparaît, puisse être considéré comme le but définitif et imperfectible de la Société. Je lui reproche la compression de l'individu au bénéfice de tous, et la main-mise sur l'extension de son originalité, de sa personnalité, c'est-à-dire la suppression d'éléments qui me paraissent indispensables au développement du progrès. Je crois, et je le dis très haut, que nous devons chercher, au contraire, dans l'incessante augmentation de la liberté individuelle la vraie garantie du bonheur humain, à la condition que l'individu soit éclairé, moralisé, instruit, élevé, et qu'il arrive à comprendre la nécessité des devoirs réciproques. Je crois, oui, je crois qu'un temps viendra où l'homme fera sa joie de la joie de son semblable, ne sera heureux que lorsqu'il aura contribué au bonheur de son frère, une heure où, entrés dans la véritable sagesse, nous nous aimerons les uns les autres.

En attendant, constatons que la doctrine du solidarisme, qui ne se confond pas avec le socialisme proprement dit, fait chaque jour des progrès énormes. Elle n'en est plus, d'ailleurs,

à la période des tâtonnements, des vagues aspirations, des timides essais. Doctrine puissante, elle a désormais des assises solides, des lois précises, un programme clair et défini. De plus en plus la compréhension du Devoir social, de ce Devoir qui n'a rien à voir avec la Charité, entre dans nos mœurs, et c'est sous l'influence de ces nouvelles idées que nos institutions vont se transformer peu à peu.

Cette doctrine du solidarisme est simple, parce qu'elle est vraie. Un homme que nous respectons tous, M. Léon Bourgeois, en a condensé les règles dans un programme développé au dernier Congrès d'éducation sociale. L'homme a des obligations envers la société, mais ce n'est qu'à charge de revanche, et, à son tour, la société a des obligations envers l'individu. Ces obligations peuvent se résumer ainsi :

1^o Le trésor des connaissances acquises par l'humanité, dans tous les domaines de l'intelligence, ne peut être réservé à quelques-uns. Tous les associés y ont également droit ; la loi doit donc assurer à tous la somme d'instruction que l'intelligence de chacun d'eux est capable d'acquérir ;

2^o L'égalité des droits des citoyens dans l'Etat n'est une réalité que si la loi supprime les obstacles non pas naturels, mais sociaux ou légaux, qui s'opposeraient en fait à l'exercice de ces droits ; l'interdiction légale de tout privilège, de tout monopole, de toute inégalité juridique est donc une nécessité ;

3^o La masse des produits accumulés par le travail de l'humanité est telle que leur total serait plus que suffisant pour assurer la subsistance de tous ; il est donc certain que le droit d'un associé à jouir du superflu ne peut exister, tant que l'un quelconque des autres est dans l'impossibilité physique de se procurer le minimum nécessaire à sa subsistance. La loi doit donc assurer la vie matérielle à l'enfant, au vieillard, à l'infirme, à tout être vivant, physiquement incapable de se suffire ;

4^o Le temps pendant lequel un homme peut, par son travail, assurer son existence et celle des siens est limité par la nature elle-même ; d'autre part, la loi économique du salaire du travail tend à abaisser celui-ci au taux strictement nécessaire à la subsistance actuelle du travailleur ; une retraite suffisante doit donc être assurée, par l'ensemble des associés, à chacun des travailleurs pour lui garantir l'existence à partir de l'âge du repos ;

5^o Pour tous les autres risques sociaux, — chômage involon-

taire, accidents du travail, incendie, grêle, inondation, etc., — l'ensemble de la société doit assurer également chacun de ses membres ;

6° L'impôt doit être conçu comme le moyen d'assurer à chacun des associés ce minimum de garanties et d'avantages qui représente sa part de créance vis-à-vis de l'ensemble des débiteurs. Il en résulte que tout impôt est inique et contraire au principe de la société solidaire : 1° qui est établi au profit de quelques-uns (primes ou protections à certaines industries particulières) ; 2° qui est prélevé sur le nécessaire des uns au même taux que sur le superflu des autres (principe de la progressivité de l'impôt.) Il en résulte également qu'aucune dépense publique ne doit être acquittée sur l'impôt, tant que les services nécessaires à la sécurité, à l'assurance et à la prévoyance communes n'ont point été gagés suffisamment, c'est-à-dire tant que l'acquittement du minimum de créance sociale de chacun des associés n'a pas été assuré.

C'est la théorie. Il n'est pas difficile de la mettre en pratique. Il suffit pour cela que les législateurs Français, comme d'ailleurs ceux de tous les pays, veuillent bien se mettre résolument à l'œuvre pour refondre nos lois et refaire nos institutions dans un sens nettement solidariste. Nous sommes à un moment où cette évolution doit être opérée, si l'on veut, ainsi qu'on le dit, économiser une révolution. Les hommes ont de plus en plus conscience de leurs devoirs, mais ils n'ignorent pas davantage leur droit, et sont disposés à réclamer, par tous les moyens, cette créance contractée envers eux par la Société, et dont parlait si clairement M. Léon Bourgeois.

En attendant que tous les comptes se règlent sur de nouvelles bases, et qu'une répartition plus équitable des bénéfices sociaux soit établie, nous voyons partout se manifester, sous des formes diverses, mais par suite d'une même pensée, un grand effort de solidarité. Ici, dans notre ville d'Angers, n'assistons-nous pas au merveilleux spectacle de cet élan général et fraternel, qui se traduit plus particulièrement par la création, le développement et la prospérité de ces Sociétés de Secours mutuels, qui sont une de nos gloires locales, car il est bon qu'on sache et qu'on répète, avec un légitime orgueil, que les Angevins tiennent la tête du mouvement mutualiste.

Notre temps aura été, par excellence, celui de l'association. Sociétés coopératives de production ou de consommation, groupements créés en vue d'assurer leurs membres contre l'in-

capacité de travail amenée par l'âge, en leur garantissant les premières nécessités de la vie; syndicats agricoles, permettant aux fermiers, aux petits cultivateurs, de se procurer les machines, les semences, les engrais, qu'il leur serait à peu près impossible de se procurer, s'ils demeuraient isolés; banques populaires, ouvrant un crédit à de braves gens, atteints un moment par la gêne; syndicats ouvriers, enfin, grâce auxquels les travailleurs, groupés, unis, se fortifient les uns les autres, sont en mesure de défendre leurs intérêts, de se soustraire à des prétentions injustes, et de préparer leur affranchissement. De quelque côté que nous portions nos regards, nous apercevons partout l'association, cette fée qui sauvera le monde, parce qu'elle ne s'inspire pas de l'humiliante charité, mais de la noble solidarité, vertu des hommes libres.

Mais vous remarquerez que toutes les associations dont je viens de vous entretenir poursuivent un but commun, qui est l'amélioration matérielle du sort de leurs membres. C'est un but très louable. Il est important de manger, et, pour ma part, je ne l'ai jamais mieux compris qu'il y a quelques jours à peine, quand je me suis trouvé mêlé à ce mouvement, à la fois si triste et si intéressant, des ouvriers sans travail. Mais, ici bas, manger n'est pas tout, car nous ne sommes pas de simples brutes, poursuivant la satisfaction de nos appétits. Quand l'estomac est soigné, l'esprit ne l'est pas encore, et notre devoir de solidarité, notre devoir social, ne serait pas accompli complètement si nous ne nous préoccupions pas des besoins moraux, des besoins philosophiques de nos semblables. Il faut nourrir les hommes, et cela est bien! Il faut aussi les instruire, les moraliser, leur apprendre à penser, et cela est beau!

Nous sommes riches, ou, tout au moins, gagnant largement notre vie, nous avons en poche un peu plus d'argent qu'il ne nous en faut pour nous protéger de la faim et de la soif. A ce moment, nous rencontrons un de nos frères, qui n'a pas mangé, qui n'a pas bu, et, devant sa détresse, si notre cœur est juste, nous sentons que notre devoir est de le désaltérer, de le rassasier. Ayant eu plus que notre part, nous opérons ainsi une restitution.

Mais les biens matériels ne sont pas les seuls que nous puissions recevoir de la société, et voici que par suite d'un concours de circonstances heureuses nous sommes instruits, éclairés, introduits dans cette terre promise du savoir, où chaque nou-

veau pas en avant conduit à un nouvel enchantement. Avons-nous le droit d'être des accapareurs égoïstes, retenant à leur seul profit des richesses qui doivent appartenir à tous, puisqu'elles sont le produit des travaux accumulés de milliers de générations ?

Assurément non ! Et de même que la solidarité nous oblige à partager notre pain avec notre frère affamé, elle nous fait aussi un devoir sacré de partager notre savoir avec notre frère ignorant.

C'est de cette pensée si pure, si noble, si élevée, qu'est née l'œuvre des Universités populaires, dont il me reste à vous entretenir, et dont on a si bien compris la puissance, la haute valeur morale, l'immense intérêt, que presque partout — je dis presque partout, et comme le répète une vieille et gauloise chanson, je me borne à ajouter : « Vous m'entendez bien ! » — presque partout on leur a réservé un chaleureux accueil. Il en est même à qui, dans certaines villes, on a donné des subventions. Cela peut vous paraître extraordinaire, mais je vous assure que c'est très vrai, et qu'il n'en faut point douter.

Cette œuvre avait été souvent rêvée. Je connais des hommes qui s'étaient proposé, très sincèrement, de s'en aller chaque soir dans un quartier quelconque d'une grande ville, pour y faire, à des ouvriers, à des employés, une causerie amicale et familière sur un sujet historique, philosophique et social. La tournée achevée, tous les quartiers ayant été explorés les uns après les autres, le voyage se serait recommencé, avec une nouvelle causerie, sur un sujet d'un autre genre. Malheureusement, la terre ressemble un peu à l'enfer, duquel on dit qu'il est pavé de bonnes intentions, et, dans la vie, tant d'obligations multiples sollicitent nos soins, viennent nous saisir au moment où nous y pensons le moins, que nos bonnes intentions nous demeurent pour compte et s'envolent loin de nous, ainsi que des fumées légères. Le projet que je viens de vous signaler n'eut pas de suite.

Il était réservé à un simple, à un humble, à un ouvrier typographe, de réaliser cette pensée, et cela de telle sorte qu'à l'heure où nous sommes son œuvre couvre la France, franchit les frontières, et qu'on voit naître et s'épanouir un peu partout ces Universités populaires, qui sont comme des fleurs de l'esprit, poussant spontanément dans le champ immense de la solidarité des âmes.

Vous connaissez tous le nom de M. Deherme, cet apôtre victorieux, ce vaillant qui fut prophète en son pays. A aucun moment il ne douta du succès, même quand il fonda, rédigea et imprima lui-même une petite brochure, la *Coopération des idées*, qu'il me souvient d'avoir reçu aux environs de 1896, et que je lisais avec plaisir, tant elle était pleine de bon sens et de sincérité. Mais une brochure ne pouvait pas suffire au zèle de M. Deherme. Il savait, et nous savons tous avec lui, que la plume seule est impuissante à faire pénétrer la vérité dans les rangs pressés de la foule ; il savait que nulle force au monde ne vaut pour cette œuvre le verbe fécond, la parole libre, qui frappe à la fois les oreilles, l'esprit et le cœur, et ce novateur sentait que sa tâche ne serait pas achevée tant qu'il n'aurait pas mis les hommes à même d'échanger leurs idées, de les mettre en commun dans des discussions amicales, où chacun penserait tout haut, pour le plaisir et le profit des autres.

C'est pourquoi, au commencement de l'année 1898, on pouvait lire un énergique appel sur les murs du faubourg Saint-Antoine. Que d'affiches sont posées sur les murailles des villes, devant lesquelles les gens du peuple passent, en haussant les épaules, sans même les lire ! On leur a dit ainsi tant de mensonges et fait tant de promesses, jamais réalisées ! Le placard de M. Deherme n'aurait-il pas le même sort ? Eh ! bien, non ! Chose étonnante : il fut lu ! Chose plus extraordinaire encore : il produisit son effet ! Peu de temps après, on comptait une centaine de coopérateurs aux soirées de la rue Paul-Pert. Un conférencier développait un sujet mis à la portée de tous, puis une conversation générale s'engageait sur le thème de cette conférence, et ainsi se produisit cette fameuse coopération des idées, rêvée par le simple ouvrier typographe, et réalisée par lui. Je n'insisterai pas sur l'histoire de cette institution, qui a dépassé toutes les espérances et donne des résultats de tout premier ordre.

Autour d'elle, dans le cœur de Paris, dans les quartiers excentriques, d'autres groupements similaires se sont créés, qui prospèrent pour la plupart. Les uns sortirent de l'initiative d'humbles travailleurs ; les autres, et je suis heureux de rendre justice à ces braves cœurs, furent l'œuvre de fils de la bourgeoisie qui, sachant se soustraire aux sots amusements de la jeunesse riche, retournèrent, pour l'instruire, vers ce peuple d'où leurs pères étaient venus. Paris est maintenant couvert de ces associations, et les professeurs, les littérateurs, les savants

qui les fréquentent, sont unanimes à rendre justice aux qualités d'attention, de persévérance et de volonté de leurs auditeurs, ainsi qu'à cette prodigieuse faculté d'assimilation qui caractérise une partie de la classe ouvrière.

Parmi toutes les Universités populaires de Paris et de ses environs, il en est beaucoup dont l'histoire serait curieuse à raconter. Je n'en citerai qu'une, et c'est celle qui a pris pour nom les *Soirées ouvrières de Montreuil-sous-Bois*. En 1893, quelques chefs de famille, avec leurs femmes et leurs enfants, fondèrent à Montreuil un singulier établissement, une sorte de colonie libre, où tous travaillaient pour chacun et chacun pour tous, où l'on avait pris pour devise : « Aidons-nous et aimons-nous les uns les autres ! » J'ai connu autrefois, vers 1896, à Bordeaux, un brave garçon, inoffensif et doux, qui rêvait d'aller constituer, avec quelques amis, au milieu des Landes, une colonie agricole, où les efforts, les peines et les profits seraient mis en commun. A la seule pensée qu'il pourrait arracher à l'atmosphère empoisonnée des villes sa femme et ses quatre enfants, tout en lui se transformait, et la vue de sa joie me rendait si heureux que j'aimais à le laisser évoquer sa chimère. Les Landes, où il était né, sont un triste et mélancolique pays, mais, quand il en parlait, sa voix d'être timide s'affermissait, son visage de pauvre se remplissait de soleil, et, comme l'amour des mêmes choses fait naître en nos cœurs les mêmes sentiments, je ne me lassais pas de l'écouter, car, à l'entendre si bien parler du sol natal, il me semblait souvent qu'il me parlait du mien.

Plus heureux que lui, les gens de Montreuil avaient pu fonder leur colonie, et, comme ils rendaient des services à tout le monde, tout le monde avait fini par chérir ces originaux. Cela ne devait pas durer. L'année 1894 fut marquée par de sombres attentats, que la répression suivit bientôt, et la justice, qui ressemble parfois à ce doux apôtre qui, dans une tragique circonstance, disait : « Tuez les tous : Dieu reconnaîtra les siens ! » la justice arrêta et emprisonna en masse, innocents et coupables. Les associés de Montreuil comptèrent parmi les premiers, aussi fallut-il les relâcher ; mais ils se montrèrent fort émus de cette aventure et renoncèrent à leur Icarie. Ils vécurent chacun chez soi, et, pour se consoler, fondèrent une coopération d'idées qui est parvenue, aujourd'hui, au développement le plus complet.

Il s'est créé, enfin, une Société des Universités populaires,

dont M. Gabriel Séailles est le président, et qui constitue un lien entre toutes les coopérations d'idées de Paris et de province ; elle les soutient de ses propres efforts ; elle leur accorde sur son budget, qui est d'environ 12,000 francs, des prêts et des subventions ; elle publie un bulletin, organise des réunions de délégués des Universités populaires ; à ces dernières, pour leur accorder son appui, elle ne demande que deux choses : exiger une cotisation de leurs propres membres, et bannir la politique de leur programme.

Ces groupements se sont multipliés en province avec une rapidité vraiment stupéfiante, et dans des centres où il ne semblait pas qu'on en pût facilement réunir les éléments. L'énumération en serait ici fastidieuse et sans intérêt pour la plupart d'entre vous. Je me propose seulement de lire un de ces soirs, à notre Université populaire angevine, si la chose n'a pas été faite déjà, le travail très complet que la *Grande Revue* publiait dans son numéro de décembre, sur le développement de ces associations, dont la salutaire et saine influence ne saurait manquer de se faire sentir avant longtemps. Aussi sont-elles bien accueillies presque partout ; on leur donne des subventions, des allocations, des locaux, le gaz ; on les aide, en un mot, de toutes les manières, et les savants, les professeurs, tous les hommes éclairés, conscients de leurs devoirs envers le peuple, viennent à elles, leur apportent le concours de leur enseignement. L'administration elle-même, cette fée un peu auguste, qui ne condescend pas toujours à sortir des régions lointaines et élevées d'où son regard daigne s'abaisser sur les humbles mortels, l'administration ne se détourne pas toujours des coopérations d'idées, et, pas plus tard que le 5 décembre dernier, l'Université populaire de Nice donnait sa conférence inaugurale, sous la présidence de M. Granet, préfet des Alpes-Maritimes, qui, dans son discours, manifesta le regret que ses hautes fonctions ne lui permissent pas de se transformer, lui aussi, en conférencier de cette Université. Se tournant vers les ouvriers, il leur disait : « Je vous engage à suivre les conférences avec assiduité, pour apprendre à vous comporter en hommes libres, à peser toutes les choses au creuset de la science, afin de vous conduire librement et sans vous laisser duper. »

Notre Université populaire d'Angers — car, enfin, il faut bien que nous finissions par en parler ! — n'a pas eu des débuts aussi heureux, aussi prospères, et, jusqu'à l'heure où nous

sommes, son existence a été difficile, pénible, et serait sans doute terminée sans le courage et la volonté de ses organisateurs. Elle est très humble, et très obscure, et très pauvre ! Elle n'a point de subvention, point de local offert par de généreuses interventions, pas même son gaz, et je vous assure que beaucoup d'entre vous seraient bien surpris, s'ils venaient visiter le trop simple logis qui sert d'asile à notre Université populaire !

Cette conférence elle-même est une preuve que les fées qui entourèrent le berceau de l'Education à sa naissance, ne lui furent pas unanimement propices. On avait songé à faire venir ici un conférencier de haute envergure, un de ces hommes dont le nom seul est un programme, un de ces éminents citoyens qui assurent une partie de leur autorité à toutes les œuvres dont ils se font les protecteurs. Je ne vous dirai pas comment et pourquoi ce projet n'a pas réussi, mais vous me voyez encore tout confus de me trouver à cette place. Un proverbe dit que faute de grives on mange des merles : on n'a pas pu vous offrir des grives. Cependant, si le merle, à votre gré, a bien sifflé sa petite chanson, faite de bon vouloir et de sincérité, il se tiendra pour satisfait et largement récompensé de sa peine.

Notre Université est donc encore bien faible. Mais je suis sûr qu'elle s'affermira désormais à chacun de ses pas. La connaissant mieux, vous l'aimerez davantage, et parmi vous beaucoup voudront lui prêter leur concours, qui éprouvaient à son endroit comme une méfiance. Est-ce que son but est mauvais ? Est-ce que son esprit est fâcheux ? Si vous éprouviez un doute à ce sujet, lisez seulement l'extrait de ses statuts, qu'on a imprimé au verso des cartes de ses membres.

Si vous voulez en apprendre davantage, venez assister à ces causeries du soir, où chacun apporte, en frère, en ami, en homme sachant ce qu'il doit à ses semblables, sa part de science et d'esprit. Pensez-vous que cette union intime des intelligences soit destinée à demeurer sans fruit ? Ne croyez-vous pas, au contraire, qu'il en sortira quelque chose de fécond et d'heureux pour l'humanité ?

Les Universités populaires nous donneront de bons citoyens parce que, dans leur sein, on apprend à se taire, à écouter, à réfléchir ; parce qu'on y apprend aussi à respecter l'opinion de son voisin, à la combattre par la calme raison et non par la violente injure, à ne parler qu'à son tour. Cela n'a l'air de rien

et c'est énorme, parce que nous nous accommodons si mal de la liberté, dans ce pays où tout le monde en parle, que nous ne savons ni nous taire, ni écouter, ni respecter une opinion contraire à la nôtre, et que nous ne sommes jamais si heureux que lorsque nous parlons tous à la fois, ce qui nous empêche de nous entendre et de nous comprendre.

Voyez ce qui passe dans une réunion publique. L'orateur, qui a fini par en imposer à l'auditoire, développe sa thèse. Il se trouve que ses arguments frappent vivement un citoyen présent, lui plaisant ou lui déplaisant. Ce citoyen éprouve alors le besoin très naturel de parler à son tour, soit pour appuyer les arguments qu'il vient d'entendre, soit pour les contredire. Il dit donc : « Je demande la parole ! » La logique indique que cet homme devra pouvoir s'expliquer plus tard, quand l'orateur aura achevé sa tâche, et il suffirait de noter son intervention. Pas le moins du monde ! Nous faisons un tout autre usage de la liberté de réunion ! A peine ce citoyen a-t-il prononcé ces mots si simples : « Je demande la parole ! » qu'une véritable tempête de hurlements éclate de tous les côtés à la fois. Marquant une touchante unanimité de sentiments, les uns crient : « A la tribune ! » tandis que les autres crient : « A la porte ! » ce qui ne se concilie guère. En même temps, une moitié de la salle le traite d'anarchiste, pendant que l'autre moitié lui reproche d'être un jésuite. Le tumulte dure un quart d'heure, quelquefois plus, et c'est ainsi que nous nous servons, en la déshonorant, de cette admirable liberté de réunion, obtenue au prix de tant de peines et d'efforts.

A l'Université Populaire, où n'existe même pas l'autorité d'un président, où la conscience parle seule, où le respect de la liberté d'autrui demeure le dogme fondamental, on ne voit jamais rien de semblable. Il faut donc que nous nous efforcions de rendre plus vivace chaque jour une institution dont le premier effet est d'assagir les hommes et de les rendre conscients de leurs devoirs. C'est pourquoi je fais appel à tous ceux qui m'entendent, et qui voudront accomplir la part de Devoir social qui leur incombe, en aidant de toutes leurs forces au développement de notre œuvre de solidarité, d'amour du prochain et de fraternité.

Il faut que l'Université Populaire d'Angers sorte triomphalement de son humble demeure, et qu'elle puisse accueillir la foule de tous ceux qui veulent devenir meilleurs en s'instruisant ! Il faut qu'on ouvre largement le chemin devant elle, de

manière à ce qu'elle puisse aller porter dans toutes les âmes cette lueur consolante du savoir, qui fait l'homme stoïque devant les périls de l'existence ! Et vous, travailleurs, humbles ouvriers, petits employés, accourez vers ceux qui veulent être vos éducateurs en même temps que vos frères; fuyez le cabaret, destructeur du corps et de l'intelligence ; entrez dans ces deux petites salles de notre vieille rue de l'Espine, où des amis vous attendent, et vous en sortirez réconfortés, consolés, ayant plus de confiance dans l'avenir, et vous sentant moins seuls au cours de cette marche douloureuse que nous faisons tous vers la terre promise de la justice et de la liberté.

Angers, 4 janvier 1902.

